

Strasbourg, le 3 avril 2023

ADI-INT(2022)1inf

COMITÉ D'EXPERTS SUR L'INTEGRATION INTERCULTURELLE (ADI-INT)

Représentant-e-s des États membres et des autorités régionales élu-e-s à l'ADI-INT

Les biographies figurant dans ce document sont présentées telles qu'elles ont été soumises par les candidats.

Composition de l'ADI-INT

Conformément à son mandat, le Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT) est composé de représentant-e-s de 10 États membres, de 2 régions, ainsi que de 8 villes membres du Réseau des Cités Interculturelles. Les membres doivent avoir des connaissances spécialisées dans les domaines de l'intégration interculturelle et de la gestion de la diversité. Elles/ils sont désigné-e-s selon une méthode tenant compte de l'équilibre géographique et de l'existence de Cités interculturelles ou de régions interculturelles dans l'État concerné. Il convient de veiller à assurer un équilibre entre les sexes.

Biographies des élu-e-s des États membres

BELGIQUE

Le **Dr Tom De Bruyn** est adjoint au directeur de l'Agence pour les affaires intérieures, Département de l'égalité des chances, de l'intégration et de l'intégration civique du Gouvernement flamand en Belgique. Il est titulaire d'un MSc en géographie (VU Brussels), d'un MSc en planification du développement (UC London) et d'un doctorat en sciences sociales (Université de Louvain).

De 2002 à 2017, il a travaillé en tant que chercheur principal à l'Institut de recherche sur le travail et la société (Université de Louvain), où il a enseigné et mené des études académiques et orientées vers les politiques ainsi que des évaluations sur l'intégration, la migration et le développement dans des pays européens ainsi qu'asiatiques et africains. En 2017, il a rejoint l'Agence pour les affaires intérieures du gouvernement flamand, où il suit notamment les affaires internationales, le racisme et la discrimination, le dialogue confessionnel et les politiques liées à la culture, aux sports, aux médias et à la participation politique. En outre, il est étroitement impliqué dans la conception, le soutien et le suivi des politiques et des projets nationaux et européens sur la citoyenneté active et partagée, l'intersectionnalité, la polarisation, la décolonisation, l'antisémitisme, le suivi et l'évaluation. Il est également membre de plusieurs réseaux internationaux relatifs à l'intégration, tels que le Réseau européen d'intégration, la Consultation intergouvernementale sur les migrations et l'asile (qu'il préside en 2022) et le Partenariat pour l'inclusion. Il a suivi de près les études et les mécanismes de suivi de l'ECRI, du WGPAD, du CERD, de l'EPU, de l'OCDE, du CdE, de l'UE, etc. En 2021, il était également membre du GT-ADI-INT.

Les initiatives politiques les plus importantes de l'Agence des affaires intérieures comprennent pour 2022 : (1) la mise en œuvre de son nouveau décret sur l'intégration civique (convenu en 2021) qui implique un nouveau programme destiné aux personnes nouvellement arrivées. Celui-ci comprend quatre aspects : (i) des cours d'orientation sociale, (ii) des cours de langues, (iii) une trajectoire pour l'intégration sur le marché du travail, et (iv) un réseautage social via, entre autres, un système de jumelage ; (2) l'élaboration et la mise en œuvre d'un nouveau plan intitulé " vivre ensemble ", qui vise à soutenir les autorités locales en leur fournissant des ressources financières et en renforçant leurs capacités à mener à bien des projets de cohésion sociale dans sept domaines sociétaux différents, avec un accent particulier sur les personnes d'origine étrangère et les personnes en situation de handicap.

FINLANDE

Peter Kariuki est un spécialiste principal au sein du Département de la démocratie et du droit public du ministère de la Justice et est également Secrétaire général du Conseil consultatif pour les relations ethniques (ETNO), un organe d'experts établi par le gouvernement central. L'ETNO compte sept conseils consultatifs régionaux établis par les centres administratifs régionaux. Le mandat de l'ETNO consiste à mener des consultations sur l'intégration, les bonnes relations, la démocratie, la migration et les politiques de non-discrimination. Ses membres, au nombre de près de 300, sont des représentant-e-s du gouvernement central et régional, des ONG, des partis politiques, des syndicats et des municipalités.

Outre son expérience professionnelle dans le secteur des ONG, M. Kariuki a travaillé au sein de gouvernements régionaux et centraux pendant plus de 12 ans. Cette expérience comprend des nominations en tant que :

- 2010-2011 : Conseiller principal pour l'éducation à l'intégration au ministère de l'intérieur, département de la migration.
- 2011-2015 : Conseiller principal et secrétaire général du conseil consultatif pour les relations ethniques (ETNO) au ministère de l'intérieur.
- Depuis 2015 : Spécialiste principal et secrétaire général du Conseil consultatif pour les relations ethniques au ministère de la Justice.

Par le biais de l'ETNO, Kariuki a travaillé sur de nombreux domaines politiques liés à l'intégration interculturelle. Ces domaines comprennent la démocratie, l'égalité et la non-discrimination, les politiques de migration et d'éducation. En tant que spécialiste principal, il représente son ministère dans le développement et l'implantation de politiques et de législations. En tant que secrétaire général de l'ETNO, il supervise tous les domaines d'intérêt dans lesquels le conseil consultatif est impliqué. En outre, il fait partie de l'équipe qui a élaboré la Politique de bonnes relations en Finlande au cours des dix dernières années. Il collabore avec le Laboratoire sur la politique d'intégration inclusive du Conseil de l'Europe depuis mai 2019. En plus de sa collaboration avec le programme Cités interculturelles, Kariuki a réalisé les accomplissements suivants :

- Il a servi en tant que représentant de la Finlande dans le Groupe de travail sur l'intégration interculturelle (GT-ADI-INT) sur la période 2020-2021. Le GT-ADI-INT a produit avec succès le projet de recommandation sur les politiques et la gouvernance multi-niveaux pour l'intégration interculturelle.
- Il fait partie d'une équipe d'experts mettant en œuvre un projet d'assistance technique de deux ans (2022-2024) soutenu par la Commission européenne et coordonné par le Conseil de l'Europe visant à renforcer la Politique d'intégration et de bonnes relations et sa mise en œuvre en Finlande.

Il se réjouit de travailler avec des collègues des États membres, des régions et des municipalités pour mettre en œuvre la nouvelle recommandation sur les politiques et la gouvernance multi-niveaux pour l'intégration interculturelle dans le cadre de l'ADI-INT.

FRANCE

Alain Régnier a été nommé Délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés (Diair), le 24 janvier 2018. Auparavant (2015-2017) il était conseiller du gouvernement chargé de la réforme des politiques de lutte contre l'exclusion, ainsi que du déploiement du Service civique, programme destiné à la jeunesse. Tout au long de sa carrière, il a travaillé dans les champs de la politique de la ville, du logement, de la lutte contre l'exclusion, de l'engagement et de la citoyenneté.

Il a notamment été Délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logées (2008-2014), Préfet délégué à l'égalité des chances dans le département du Rhône (2007-

2008), et Secrétaire général de la Délégation interministérielle à la ville (1997-1998). Il a été également conseiller pour la cohésion sociale auprès du Premier ministre, Dominique de Villepin (2005-2007).

Haut fonctionnaire engagé dans la société civile, Alain Régnier est membre du conseil d'administration de la fondation Action Publique XXI et de la fondation Saint-Gobain.

ITALIE

Le **Dr Nadan Petrovic** est professeur de Stratégies de coopération internationale à l'Université *La Sapienza* de Rome et expert de l'UNAR - Bureau national de lutte contre la discrimination raciale (Présidence du Conseil des ministres). Au cours de sa carrière professionnelle, il a occupé plusieurs postes de haut niveau, tels que Directeur au Ministère italien de l'intégration, Directeur du service central du système national italien de protection des demandeurs/euses d'asile et des personnes réfugiées (SPRAR), Chef de l'unité de mise en œuvre du HCR/UNOPS chargé du Programme national d'asile, spécialiste principal de l'intégration des demandeurs/euses d'asile, des personnes réfugiées et des personnes migrantes/Chef de l'unité Sid au Bureau de coordination de l'OIM pour les pays méditerranéens ; Conseiller auprès de la commission parlementaire d'enquête sur le système d'accueil et d'identification des personnes migrantes, auprès du sous-secrétaire d'État italien aux affaires intérieures chargé de l'immigration et de l'asile, auprès du chef du département des libertés civiles et de l'immigration du ministère italien de l'intérieur, ainsi qu'auprès du directeur général de la coopération au développement du ministère des affaires étrangères. En outre, il a travaillé comme rapporteur au sein du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (sur l'intégration locale des personnes réfugiées et des personnes déplacées en Europe du Sud-Est) ainsi que comme consultant principal pour la Commission européenne (en qualité de chef d'équipe et de membre de l'équipe chargée de l'assistance technique à la Fédération de Russie, à la République de Moldavie, à la Serbie et au Monténégro). Il est l'auteur de plusieurs livres ("Histoire du droit d'asile en Italie 1945-2020. Institutions, législation, aspects socio-politiques", Franco Angeli, 2020 ; "*Just welcome ?* - Les politiques d'intégration entre *soft law* européenne et pratiques nationales", Franco Angeli, 2018 ; "Réfugiés, exilés et personnes déplacées", Franco Angeli, 2011, 2013, 2016) et de nombreux articles sur les questions de migration et d'asile.

LUXEMBOURG

David Marques est éducateur diplômé et un assistant social. Il dispose d'une expérience professionnelle de cinq ans dans le domaine de l'accompagnement socio-éducatif des jeunes issus de tous horizons culturels et ethniques. Ayant acquis une connaissance générale de l'action sociale dans des contextes multiculturels, il a développé des projets d'intégration spécifiques, adaptés aux besoins de ce public cible.

En outre, il a été membre d'une équipe en charge du suivi social des demandeurs/euses de protection internationale (DPI) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI) au sein de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. Dans ce cadre, il s'occupait plus particulièrement de personnes dites « vulnérables » confrontées, en raison de leur migration forcée, à des problématiques en lien avec le dialogue interculturel, le vivre-ensemble, l'intégration linguistique et l'autonomisation. Son travail consistait notamment à fournir des conseils en matière d'interculturalité ainsi qu'un appui social et administratif dans les nombreuses démarches d'adaptation aux codes sociaux et culturels de la société d'accueil.

Il travaille actuellement pour le Département de l'intégration du ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région où il est en charge de l'organisation et du développement des séances d'information proposées aux DPI et aux BPI nouvellement réinstallés au Luxembourg. Dans ce cadre, il a participé à plusieurs formations continues telles que : « Développer des compétences interculturelles » ; « Approche et accompagnement des victimes de traite, posture du travailleur et compréhension du phénomène » ; «

Approche culturelle du monde arabe » ; « La traite des êtres humains » ; « Prévention et prise en charge des mutilations génitales féminines » ou encore « Diversité de genre et d'orientation sexuelle ». Ceci lui a surtout permis de développer ses compétences dans le domaine de la gestion de la diversité et de la prise en charge des vulnérabilités sociales et culturelles.

Rigoureux, méthodique et proactif, disposant qui plus est d'un grand sens des responsabilités et de déontologie, il dispose d'une expérience de terrain lui permettant de proposer des méthodologies d'intervention diversifiées et sur mesure pour les personnes issues de l'immigration. Habitué aux expériences interculturelles et multilingues, il aura sans nul doute un impact très positif sur les travaux engagés au sein du Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT).

MACÉDOINE DU NORD

Robert Alagjovzovski est Président de l'organe de coordination pour la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le concept « Une société » et l'interculturalisme sous l'égide du gouvernement de la République de Macédoine du Nord. Il s'agit de la stratégie pivot du pays dans le domaine de l'intégration interculturelle et de l'inclusion sociale. La stratégie en est à sa troisième année de mise en œuvre et, malgré la crise sanitaire de la COVID-19, elle est considérée comme un succès. Deux rapports annuels sont produits. En 2022, un nouveau cycle stratégique pour le développement du Concept « Une société et Interculturalisme » est prévu. Alagjovzovski a déjà participé aux travaux du Groupe de travail sur l'intégration interculturelle (GT-ADI-INT) et y a contribué activement par ses connaissances et son expérience.

Alagjovzovski est impliqué dans l'intégration interculturelle et la gestion de la diversité depuis plus de 20 ans en tant que gestionnaire de projet indépendant, chercheur et activiste civique. Depuis 2016, il fait également partie de la commission du programme des sociaux-démocrates en charge de rédiger le cinquième pilier du concept « Une Société » du programme électoral de 2016. Auparavant, lors de son mandat de ministre de la Culture en 2017-2018, il s'est occupé, entre autres, du développement adéquat du volet interculturel au sein de la stratégie nationale sur la culture 2018-2022.

En 2018, alors qu'il est passé au poste de coordinateur national au sein du gouvernement, il a pris en charge le processus de création de la stratégie "Une société et Interculturalisme". L'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie exigent des compétences élevées en matière de coopération à plusieurs niveaux, car la stratégie propose des mesures s'étendant à sept domaines (droit, éducation, administration locale, culture, médias, jeunesse, cohésion sociale), impliquant une douzaine de ministères, de bureaux, de directions et d'autres institutions publiques. Il prévoit également des mesures coordonnées avec les municipalités locales et la ville de Skopje.

Les réalisations passées de M. Alagjovzovski témoignent de ses compétences en matière de gestion et de son intérêt pour la recherche dans des projets intégrant l'interculturalisme, l'égalité des sexes, la diversité et la jeunesse. Parmi les projets les plus marquants, citons le projet de l'ONG Kontrapunkt "Marges confluentes" (2003-2007) sur la décentralisation culturelle et l'apaisement des tensions interethniques dans la période post-conflit, favorisant la coopération et les échanges culturels dans les zones ethniquement homogènes et ethniquement mixtes en Macédoine du Nord, financé par l'Agence suisse pour le développement et la coopération ; Oracle, réseau européen de gestionnaires de projets culturels basé à Bruxelles, dont le projet "Développement durable dans un monde diversifié, nouvelles formes de citoyenneté et d'identités culturelles" (2005 - 2010) a été soutenu par le 6e programme-cadre de la Commission européenne « Citoyens et gouvernance dans une économie fondée sur la connaissance » ; et le projet régional "De la diaspora à la

diversité" de l'ONG Esperanza, qui a impliqué des pratiques régionales et européennes et des études de recherche sur la gestion de la diversité, la diaspora, le nomadisme et la mobilité.

NORVÈGE

Pia Buhl Girolami est Directrice spécialisée au Ministère norvégien du Travail et de l'Inclusion sociale, Département de l'Intégration. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'intégration au niveau national. Elle a commencé sa carrière à la Direction norvégienne des migrations (UDI) et a depuis travaillé sur la politique d'intégration à un niveau élevé dans cinq ministères et à la Direction de l'intégration et de la diversité (IMDi). Girolami a été chargée de plusieurs plans d'action et livres blancs sur la politique d'intégration destinés au Parlement norvégien. L'une de ses tâches au sein du ministère consiste à assurer la coordination de la politique d'intégration entre les différents acteurs étatiques. Parmi ses responsabilités en tant que Directrice générale adjointe et Cheffe de section au niveau ministériel et au niveau de la direction, figuraient les politiques à l'égard de la société civile et son rôle dans les processus d'intégration et d'inclusion.

Girolami est membre du réseau européen d'intégration (EU) depuis plusieurs années et a fait partie du groupe de travail Integration Futures de MPI de 2016 à 2019. En 2020 et 2021, Girolami a présidé le Groupe de travail intergouvernemental sur l'intégration interculturelle, mis en place par le Comité des ministres en tant qu'organe subordonné du Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), au sein du Conseil de l'Europe.

Girolami est titulaire d'un diplôme de master en sciences politiques de l'université d'Oslo, en Norvège, et s'est spécialisée dans la théorie politique et les relations entre l'État et l'individu, notamment en ce qui concerne la politique d'intégration.

PORTUGAL

Cecília Mendes est titulaire d'une licence en psychologie, spécialisation en psychologie sociale et organisationnelle, de l'ISPA (Institut universitaire de psychologie appliquée, Lisbonne), et d'un diplôme supérieur en communication et marketing de contenu, de l'Université catholique du Portugal. Elle est conseillère principale au sein du Haut-Commissariat aux Migrations (ACM), un organisme public dont la mission est de collaborer à la détermination, l'exécution et l'évaluation des politiques publiques, transversales et sectorielles en matière de migrations qui sont pertinentes pour l'intégration des personnes migrantes. Elle gère un programme de formation au niveau national, adressé aux professionnel(le)s et aux entités qui sont liés aux questions d'approche interculturelle et de migrations, avec pour principaux objectifs de promouvoir une meilleure compréhension de la diversité culturelle, de sensibiliser à l'intégration des personnes immigrantes au Portugal et de développer des compétences et des connaissances interculturelles. Elle est également membre du conseil consultatif de l'Association portugaise pour la diversité et l'inclusion, une organisation à but non lucratif dont la mission est de promouvoir la diversité et l'inclusion dans diverses organisations et dans la société portugaise en général, en représentant ACM. Cecília est membre du groupe de travail sur l'employabilité, créé dans le cadre de la charte portugaise de la diversité, dont la mission est de mettre en place des processus de recrutement inclusifs, impliquant les secteurs privé et public.

ESPAGNE

Karoline Fernández de la Hoz Zeitler est médecin de formation. Elle a obtenu un doctorat à l'Université de Barcelone et un master en épidémiologie à l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres. Elle est en outre titulaire de diplômes en économie médicale, en santé publique, en épidémiologie et en statistiques. Depuis avril 2015, elle est directrice de l'Observatoire espagnol du racisme et de la xénophobie (OBERAXE) du

Secrétariat d'État aux migrations au ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations.
L'OBERAXE exerce le mandat suivant :

- Collecter des informations et analyser la situation du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée en Espagne.
- Promouvoir le principe d'égalité et de non-discrimination et lutter contre le racisme et la xénophobie.
- Collaborer et coordonner avec différents partenaires publics et privés, nationaux et internationaux, liés à la lutte contre le racisme et la xénophobie.
- Développer des projets, des plans et des stratégies pour l'inclusion de la population migrante, et les évaluer.

Elle est la représentante de l'Espagne auprès de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA), de l'Office des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ODIHR) et du Groupe de haut niveau sur le racisme et la xénophobie de la Commission européenne. Au sein de l'OBERAXE, elle travaille actuellement sur le "Cadre stratégique pour la citoyenneté, l'inclusion et contre la xénophobie et le racisme". Ce cadre est destiné à guider les autorités nationales, régionales et locales dans l'élaboration de stratégies et d'actions visant à favoriser l'intégration des personnes migrantes et réfugiées et à lutter contre le racisme et la xénophobie. Auparavant, elle a travaillé au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), où elle a coordonné plusieurs réseaux européens de maladies transmissibles et assuré le secrétariat du conseil d'administration des réseaux tuberculose, grippe et VIH. Membre du Comité européen de sécurité sanitaire, elle a participé à la gestion de plusieurs crises sanitaires. Karoline est également membre du conseil d'administration de l'ECDC et a reçu en 2015 la médaille de reconnaissance de l'ECDC pour sa contribution à l'Agence. En Espagne, elle a travaillé au ministère de la santé, en tant que responsable des questions internationales, ainsi que dans le système pénitentiaire et au sein de gouvernements régionaux en tant qu'épidémiologiste.

ROYAUME-UNI

Ben Greener est membre du groupe de travail sur l'intégration interculturelle du CDADI depuis 2020 et a été élu membre à part entière en 2021.

Greener travaille depuis 2016 pour le Département des communautés du gouvernement britannique. Avant cela, il a travaillé pendant dix ans dans le domaine de la régénération dirigée par les communautés et des stratégies de réaménagement local, pour une série d'ONG et de branches du gouvernement britannique. Il est titulaire d'un premier diplôme en histoire, d'une maîtrise en gestion culturelle et d'un diplôme d'études supérieures en régénération et planification urbaines. Greener est actuellement à la tête d'une grande division fortement axée sur l'intégration interculturelle, la gestion de la diversité et la coopération à plusieurs niveaux, notamment pour les projets suivants :

- la stratégie du gouvernement britannique en matière de communautés intégrées - leadership et collaboration étroite au sein du gouvernement pour faire avancer une nouvelle stratégie et un plan d'action associé afin de soutenir l'engagement du gouvernement à construire des communautés intégrées fortes où les gens - quelle que soit leur origine - vivent, travaillent, apprennent et socialisent ensemble, sur la base de droits, de responsabilités et d'opportunités partagés.
- Zones d'intégration locale - engager (et défier, si nécessaire) les dirigeants régionaux et les communautés à identifier des priorités communes et à s'engager dans des visions stratégiques claires et à long terme pour rassembler les communautés divisées dans les zones confrontées à des défis d'intégration.

- Plan d'action pour l'intégration - forte expérience de travail à plusieurs niveaux et avec plusieurs parties prenantes pour élaborer et ensuite faire progresser le plan d'action pour l'intégration du gouvernement britannique, qui contient une série de mesures intergouvernementales pour soutenir l'engagement du gouvernement à construire des communautés intégrées fortes.

Il possède également une vaste expérience en matière de régénération sociale et économique, notamment dans les zones post-industrielles. Il a dirigé pour la Loterie nationale britannique le développement d'un fonds de 150 millions de livres sterling destiné à régénérer les quartiers délaissés et abandonnés, qui a permis de financer des projets en Angleterre, en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord. En outre, dans le cadre de ses études sur la régénération urbaine, il a été invité à se rendre dans la vallée de la Ruhr en Allemagne, afin d'entreprendre des recherches sur les politiques socio-économiques utilisées pour revitaliser la région. Plus récemment, Greener a dirigé un échange de connaissances interculturelles entre les gouvernements britannique et italien – en organisant des visites d'étude sur le terrain en Sicile et à Turin et en accueillant des collègues issus du gouvernement italien et d'ONG à Walsall et Blackburn au Royaume-Uni, pour un échange de connaissances avec des partenaires impliqués dans l'expérience d'intégration européenne. Greener souligne également que le Royaume-Uni abrite 8 Cités Interculturelles (dont Bradford, qui est l'une des zones d'intégration du gouvernement britannique et un ancien membre du groupe de travail du CDADI) ainsi qu'un réseau national ICC.

Biographies des élu-e-s des Régions

CATALOGNE, ESPAGNE

Avant sa nomination au cabinet, l'honorable **Tània Verge Mestre** était professeur titulaire de sciences politiques à *l'Universitat Pompeu Fabra* (Barcelone), où elle a également dirigé l'unité pour légalité de l'institution pendant la période 2014-2021. Elle a publié de nombreux ouvrages sur l'adoption et la mise en œuvre des politiques d'égalité et a été consultante pour des organisations nationales et internationales, telles que le Conseil de l'Europe, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, le Parlement de Catalogne et le Médiateur catalan.

En tant que ministre de l'Égalité et des féminismes, elle dirige la stratégie visant à intégrer le principe d'égalité, à partir d'une approche intersectionnelle, dans toutes les politiques du gouvernement de Catalogne. Ce ministère est responsable des politiques d'inclusion des personnes migrantes et réfugiées et des politiques de lutte contre la discrimination raciale.

La ministre est la présidente du Conseil de la citoyenneté et de l'immigration, un espace de participation des organisations de la société civile dans le domaine de l'accueil et de l'inclusion des personnes migrantes dans une perspective interculturelle. Elle préside également le Comité d'accueil des réfugiés, un espace de travail autour des politiques gouvernementales en matière d'asile, notamment un programme de mentorat et un programme visant à faciliter l'employabilité des personnes migrantes et leur accès à un logement décent. Ce comité intègre des représentant-e-s de plusieurs ministères du gouvernement, des fonctionnaires d'autres administrations publiques et des organisations de personnes réfugiées.

Elle est la ministre responsable de l'élaboration de la loi contre le racisme, qui vise à lutter contre les différentes formes de racisme structurel et institutionnel dont souffrent les personnes migrantes et les personnes racisées. Son portefeuille comprend également l'élaboration des orientations politiques du Pacte national pour l'interculturalité et la dignité de la vie. Ce Pacte vise à exprimer l'engagement des principaux acteurs des institutions publiques et de la société civile (acteurs institutionnels, sociaux, économiques, politiques et citoyens) à reconnaître la nature complexe et diverse de la société catalane. Il vise à permettre la construction

dynamique d'un sentiment d'appartenance partagé, porté par des principes tels que l'égalité, la reconnaissance de la diversité et l'interaction positive. En outre, il s'agit d'identifier les points à améliorer dans le domaine de l'égalité et de l'octroi des droits fondamentaux dans chaque domaine social et au niveau du gouvernement.

Le ministère de l'égalité et des féminismes préside actuellement le réseau des régions interculturelles de l'Assemblée des régions d'Europe et dirige l'un des modules de travail du projet EU-BELONG (AMIF-2020-AG) consacré au développement d'un cadre interculturel pour l'intégration des personnes migrantes dans les régions européennes.

VÄSTRA GÖTALAND, SUEDE

Conny Brannberg est un politicien à plein temps, résidant à Skövde et représentant le parti chrétien-démocrate suédois. Il a de nombreuses années d'expérience en tant que dirigeant à la fois dans la municipalité de Skövde et dans la région de Västra Götaland. Il est en congé de son travail de professeur de collège (médias et communication). Il a précédemment servi comme pasteur dans le mouvement pentecôtiste.

A occupé les fonctions politiques suivantes :

Président du conseil municipal, municipalité de Skövde, Suède

Membre du Parlement régional de la région Västra Götaland, Suède

Conseiller régional et membre du conseil exécutif, Région Västra Götaland

Président de la commission des affaires culturelles, Région Västra Götaland

Vice-président du Comité de la culture et des loisirs de l'Association suédoise des collectivités locales et des régions

Vice-président du Réseau Interculturel des Régions de l'ARE (Assemblée des Régions d'Europe)

Formation :

1979 Baccalauréat en théologie, Seattle Bible College, États-Unis

1998 Diplôme universitaire en technologie des médias, Université de Skövde

2000 Diplôme universitaire d'enseignant en médias, Université de Stockholm

2002 Master of Arts en sciences du cinéma, Université de Stockholm

2006 Master of Arts en pédagogie, Université de Skövde

Biographies des élu-e-s des autorités locales et profil des cités interculturelles

BERGEN, NORVÈGE

Sølve Sætre est titulaire de deux maîtrises en politique de l'université de Bergen en Norvège et de l'université de Lancaster au Royaume-Uni. Sætre travaille dans le domaine de l'immigration et de l'intégration depuis 2001, tant au niveau national que local. Jusqu'en 2011, il a travaillé au niveau national, notamment sur les politiques d'accueil des personnes réfugiées. Depuis 2011, il travaille pour la ville de Bergen et est le chef de la section pour la diversité et l'égalité au sein du département de la culture, de la diversité et de l'égalité. Les responsabilités de cette section comprennent l'accueil des personnes réfugiées, l'intégration des personnes Roms, les politiques pour les droits des personnes LGBTIQ, la prévention de la radicalisation, le dialogue interreligieux, la coopération avec l'Église de Norvège et d'autres questions relatives à la diversité. Sætre a également élaboré le plan interculturel de Bergen.

Actuellement, Sætre travaille sur un large éventail de projets. Un exemple est la coopération avec l'université de Bergen : "L'intégration comme moyen de réduire les inégalités de santé parmi les personnes forcées à la

migration : Un projet de collaboration et de développement des connaissances". D'autres projets en cours concernent la mise en œuvre d'un nouveau plan de lutte contre les discours de haine à l'encontre des personnes musulmanes, l'organisation d'une conférence universitaire internationale sur l'égalité homme-femme et un programme de mentorat pour les personnes migrantes ayant fait des études supérieures. Sætre participe également à des projets en Roumanie concernant l'inclusion de la minorité rom - actuellement mis en œuvre en partenariat avec la ville de Cluj.

Profil de la ville : *la ville de Bergen est un membre actif du programme Cités interculturelles depuis 2014. La Ville dispose d'une stratégie interculturelle, régulièrement mise à jour, et mise en œuvre en coopération avec de nombreuses parties prenantes et la société civile. Bergen a en outre adopté un plan d'action sur l'inclusion et la diversité qui contient également la déclaration de mission de la ville en tant que Cité interculturelle. La ville dispose en outre d'un programme spécifique pour accueillir et protéger les personnes réfugiées LGBTi. Parmi les principales bonnes pratiques de la ville : le programme d'introduction et d'intégration des personnes réfugiées ; une politique de logement inclusif ; un partenariat avec des clubs sportifs pour l'intégration des personnes migrantes ; un service de médiation communautaire ; un plan d'action anti-radicalisation mis en œuvre en coopération avec la société civile ; un programme pour les enfants non accompagnés ; un centre de qualification professionnelle pour les personnes migrantes ; et une stratégie visant à accroître la diversité dans l'emploi public et privé.*

BILBAO, ESPAGNE

Claudia Emmanuel Laredo est titulaire d'une licence en droit de l'université de Deusto, d'un master en plaidoyer et pratique juridique de l'université de Deusto et du barreau de Biscaye, d'un master en migrations internationales contemporaines de l'université de Comillas (Madrid) et d'un diplôme en médiation sociale et interculturelle de l'université du Pays basque. Depuis 2005, elle occupe le poste de cheffe de projet Immigration et diversité au sein de la mairie de Bilbao. Dans ce cadre, elle a développé différents projets de planification dans le domaine de la diversité, de la sensibilisation, de la participation et de la promotion de la coexistence interculturelle, tels que le plan local de citoyenneté et de diversité, la "stratégie anti-rumeurs", le conseil local de l'immigration, le programme de renforcement des associations des personnes immigrées et de nombreuses campagnes de communication et d'information. En outre, elle a géré la participation du conseil municipal de Bilbao au réseau européen des Cités interculturelles dirigé par le Conseil de l'Europe par le biais de l'adhésion de la ville au RECI - réseau espagnol des villes interculturelles.

Parlant couramment l'anglais, elle a une grande expérience de différents espaces de coordination technique à plusieurs niveaux dans le domaine de l'intégration interculturelle au niveau régional et européen, comme le forum du comité de la participation citoyenne, de la culture et de la sensibilisation qui défend l'intégration et la participation sociale des personnes immigrantes au Pays basque. Elle a représenté sa ville dans le groupe de travail sur l'intégration interculturelle - GT-ADI-INT, où elle a également occupé la fonction de vice-présidente.

Profil de la ville : *Bilbao est un membre actif du réseau espagnol des Cités interculturelles depuis 2011. Depuis son adhésion, la ville a réalisé l'évaluation de l'indice ICC déjà quatre fois, et a directement aligné toutes ses stratégies interculturelles ultérieures sur les indicateurs et domaines d'intervention identifiés dans les rapports d'évaluation de l'indice ICC.*

Déclarée "Cité des valeurs" dès 2016 par son maire, la ville vient d'adopter son troisième plan d'action interculturel. Ce dernier se compose de 83 actions spécifiques à mettre en œuvre dans 10 domaines transversaux et 6 domaines sectoriels, et de nouveaux outils pour renforcer la transversalité et la participation. L'objectif poursuivi par le conseil municipal avec la mise en œuvre de ce nouveau plan de la cité interculturelle est de renforcer l'intégration, la coexistence des citoyen-ne-s et la cohésion sociétale, par des interventions

dans tous les domaines de la politique publique. Il s'agit donc d'intégrer l'interculturalité dans tous les services de la ville ainsi que dans le secteur privé.

Le Plan Interculturel dispose également d'un système d'évaluation des processus, des résultats et de l'impact articulé à travers différents outils tels que le Baromètre des perceptions et des attitudes de la population de Bilbao vis-à-vis de l'immigration, l'Indice de tolérance vis-à-vis de l'immigration, l'identification d'indicateurs d'évaluation dans chaque programme et l'articulation d'autres méthodologies d'évaluation participative telles que les groupes de discussion et les questionnaires citoyens. De même, la perspective de genre est incorporée à partir d'une approche intersectionnelle de manière transversale et spécifique à travers la mise en œuvre de programmes destinés au groupe des femmes migrantes et comprend une étude préalable d'impact sur le genre et un domaine d'action spécifique visant la prévention du racisme et de la discrimination.

Enfin, la ville compte également plusieurs mécanismes de participation, dont un conseil local des personnes immigrées, un réseau d'agent-e-s anti-rumeurs et un forum pour la diversité religieuse.

BRADFORD, ROYAUME-UNI

Zahra Niazi est responsable de l'égalité, de la diversité et de l'inclusion pour le district de Bradford et Craven. Ce poste est un atout partagé pour soutenir et coordonner l'action collective afin d'améliorer notre approche de l'égalité, en maximisant les opportunités, l'apprentissage et l'expertise sur l'ensemble du territoire. Les actions sur lesquelles elle se concentre ont pour but de nous donner une longueur d'avance et un avantage concurrentiel. Son travail couvre cinq domaines d'activité :

- Diriger de manière inclusive - en se concentrant sur la tâche à augmenter la diversité au sein de nos dirigeants, de nos organes de gouvernance et de nos employés ;
- Élever l'équité - en se concentrant sur l'intégration des communautés dans nos mécanismes stratégiques et en travaillant collectivement pour accroître les niveaux de confiance aux niveaux local (communautés) et stratégique (envers nos employés) ;
- Activer la diversité - en mettant l'accent sur la qualification de notre main-d'œuvre afin d'améliorer la qualité des services fournis, et en identifiant et en stimulant nos talents ;
- Inspirer l'appartenance - en amplifiant et en célébrant notre diversité en tant que lieu et en élevant les aspirations grâce à des modèles visibles ;
- Travailler de manière intersectionnelle - en se concentrant sur l'amélioration du travail intégré et de la collaboration croisée sur les questions d'égalité, comme le tout premier plan d'action intersectionnel.

Auparavant, Zahra était chef de programme pour le conseil municipal de Bradford, où elle s'occupait de la stratégie d'intégration pour le compte du ministère anglais du nivellement par le haut, des communautés et du gouvernement local étant active pour l'une des cinq villes du pays à tester et à apprendre ce qui fonctionne pour construire des communautés plus fortes, plus cohésives et plus résilientes. Bradford For Everyone, le programme d'intégration de Bradford, s'est vu attribuer 4,6 millions de livres sterling et comprenait plus de 85 projets et recherches sur la ségrégation scolaire et résidentielle. Le programme couvrait les quatre piliers suivants

- Aller de l'avant : Égalité des chances - aborder les facteurs affectant la participation économique et la pauvreté, y compris les compétences linguistiques et le niveau d'éducation.
- S'entendre : Promouvoir une interaction, un dialogue et une compréhension accrues entre les personnes d'origines différentes, compte tenu de la diversité de la population et de l'ampleur de la ségrégation résidentielle et éducative ; veiller à ce que les personnes comprennent pleinement leurs droits et libertés ainsi que leurs responsabilités.
- S'impliquer : Créer et mettre en relation des personnes avec des opportunités de participer à la vie communautaire et civique et renforcer le leadership.

- Se sentir en sécurité : S'attaquer à la criminalité et à la peur du crime pour que chacun se sente en sécurité.

Son héritage est entretenu par l'équipe "Stronger Communities" du conseil de Bradford.

Au niveau régional, Zahra est coprésidente du Forum régional pour l'intégration des réfugiés. En collaboration avec Migration Yorkshire, il a publié une stratégie régionale d'intégration des réfugiés dont l'ambition est de déployer une approche de l'intégration à l'échelle de la société tout entière dans le Yorkshire et le Humber et d'aider les nouveaux réfugiés, les communautés et les services publics à travailler ensemble et à tirer profit les uns des autres. Plus de 40 hauts responsables sont membres du forum. Le forum vise à

- Sensibiliser aux grandes priorités actuelles en matière d'intégration des réfugiés.
- Rehausser le profil de l'intégration des réfugiés dans le Yorkshire et le Humber, dans l'ensemble de la région et au niveau national.
- Veiller à ce que les voix des réfugiés soient entendues et prises en compte dans le travail d'intégration dans la région.

Zahra est diplômée de l'université de Bradford en études humaines interdisciplinaires et détient un certificat de troisième cycle en administration des affaires. Zahra est également directrice d'Impact Hub et a été auparavant gouverneur public pour le Care Trust et consultante pour Green Frog Innovation. Elle a une expérience de l'engagement communautaire, de la gestion des bénévoles, du soutien aux entreprises et de la gestion de projets et de programmes.

Évaluation de la ville : Bradford a rejoint le programme des Cités interculturelles en novembre 2018. La ville a une population de 535 000 habitants et est le cinquième plus grand district d'Angleterre et aussi le plus jeune. Les minorités ethniques représentent un tiers de la population et plus de 150 langues et dialectes sont parlés localement. La ville a procédé à l'évaluation de l'indice ICC immédiatement après avoir rejoint le programme ICC, ce qui a donné un taux de réalisation de l'indice interculturel agrégé égal à 74%, ce qui est un résultat particulièrement bon pour une ville avec une population aussi diversifiée.

Ville sanctuaire depuis 2010, Bradford a une longue tradition de politiques d'accueil et de stratégies interculturelles visant à rassembler les communautés, à promouvoir des valeurs communes et à démontrer aux gens les opportunités. Les services et les organisations communautaires du district ont développé une expertise importante sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Plus récemment, le district a été désigné comme l'une des cinq zones d'intégration financées par le ministère du logement, des communautés et du gouvernement local (MHCLG) pour tester un cadre pilote de coopération multiniveaux dans le domaine de l'intégration et de la gestion de la diversité positive, avec un investissement de 3,4 millions de livres sterling dans plus de 70 projets. Mise à jour en 2018, la stratégie Stronger Communities Together de Bradford offre une vision collective du district comme "un lieu où chacun a le sentiment d'appartenir, d'être compris, de se sentir en sécurité et de pouvoir participer pleinement aux opportunités offertes par le district". Les engagements énoncés dans cette stratégie sont mis en œuvre sous le titre "Bradford For Everyone" (Bradford pour tous).

Enfin, en 2022, Bradford a élaboré une nouvelle stratégie de lutte contre les crimes de haine et une stratégie d'intégration des Roms, en collaboration avec la communauté rom.

BURSA-OSMANGAZI, TURQUIE

Şenol DÜLGER est le chef du bureau international de la municipalité d'Osmangazi depuis 2014 et est responsable des relations extérieures depuis 2005. Il est spécialisé dans la rédaction, la coordination et la gestion de projets de financement de l'UE et a de l'expérience en ce qui concerne les services sociaux municipaux, l'immigration et les politiques culturelles.

Il est le point de contact pour diverses institutions internationales (EUROCITIES, OMS, Conseil de l'Europe, CGLU-MEWA, Ligue des villes historiques), dont la municipalité est membre. Dülger est le coordinateur ICC d'Osmangazi depuis que la ville a rejoint le programme, et travaille sur le terrain en coopération avec les services municipaux et gouvernementaux concernés ainsi qu'avec les ONG. Il a été le membre élu du GT-ADI-INT (Groupe de travail sur l'intégration interculturelle) entre 2020 et 2021. La municipalité d'Osmangazi lui confie la tâche de représenter la ville au sein de l'ADI-INT.

Profil de la ville : *Bursa-Osmangazi a rejoint le programme ICC en 2017 et a réalisé l'évaluation de l'indice ICC un an plus tard. Bursa est une ville qui accueille de nombreuses personnes migrantes et réfugiées du reste de la Turquie et des pays voisins.*

C'est une municipalité assez active dans le domaine international grâce à son adhésion à diverses institutions internationales et à ses relations avec des villes partenaires. Elle est également le premier membre turc à rejoindre le réseau ICC. Bursa-Osmangazi a récemment finalisé son plan directeur de migration qui sera bientôt adopté par le conseil municipal. Ce document s'appuie sur les résultats de l'évaluation de l'indice ICC. Elle est également l'une des premières municipalités turques à avoir approuvé la Charte pour l'égalité homme-femme, élaborée par le Conseil des communes et régions d'Europe en 2014. En tant que pionnière dans ce domaine, Osmangazi a préparé, juste après l'adoption de la Charte, un plan d'action local pour l'égalité et a formé une commission pour l'égalité homme-femme afin d'informer le travail du conseil municipal dans ce domaine. La Commission pour l'égalité est composée de personnel municipal et évalue tous les projets et investissements de la ville conformément aux principes de l'égalité homme-femme et de l'intégration de la dimension de genre. Le Conseil municipal est heureux d'être représenté au sein de l'ADI-INT et de pouvoir contribuer à ses travaux en apportant l'importante expérience acquise lors de la crise des réfugiés de 2015, ainsi que la perspective donnée par la situation géographique et les identités culturelles de Bursa-Osmangazi.

FUENLABRADA, ESPAGNE

Francisco Javier Ayala Ortega est maire de Fuenlabrada (200 000 habitant-e-s) depuis février 2017. Depuis de nombreuses années, il a participé au Mouvement européen. Il est actuellement président en Espagne de l'association *Espacio Europa XXI*. En outre, il a été directeur technique du Conseil fédéral du Mouvement européen.

Ayala Ortega est président de la commission des relations internationales de la Fédération espagnole des municipalités et des provinces (FEMP). Il est en outre membre de l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et du Conseil des Communes et Régions d'Europe.

Il possède une grande expérience dans le domaine de la gestion publique puisqu'il a occupé différents postes à responsabilité au sein du conseil municipal pendant plus de 15 ans. Entre 2015 et 2017, il a occupé les postes de premier adjoint au maire et de conseiller pour la présidence, la participation citoyenne, la communication et l'attention aux citoyens, ainsi que de porte-parole du groupe municipal socialiste. En outre, il a été conseiller à l'urbanisme, aux infrastructures, à l'industrie et au patrimoine entre 2007 et 2015, et responsable des travaux publics et de l'entretien urbain entre 2002 et 2007.

Profil de la ville : *Fuenlabrada est une ville diversifiée avec une population de 200 000 habitant-e-s, dont 14% sont d'origine étrangère et avec une importante population de personnes Roms. La ville est un membre actif du réseau espagnol des Cités interculturelles depuis 2014.*

La ville a mis en place un service dédié à la migration et à l'intégration dès 1999, et a adopté son premier plan de coexistence interculturelle dès 2001. La ville participe à de nombreuses coalitions nationales et internationales pour l'inclusion, et a reçu un prix spécial du ministère de l'Emploi et de la Sécurité pour ses politiques exceptionnelles d'intégration des migrants. Très active dans le domaine de la lutte contre les rumeurs, la ville se distingue également au niveau international par son modèle de police communautaire, qui a largement inspiré le manuel du Conseil de l'Europe sur la police communautaire.

Les politiques d'inclusion de Fuenlabrada s'inspirent largement du modèle d'intégration interculturelle promu par le Conseil de l'Europe, fondé sur une interaction interculturelle significative et reposant sur des relations égales et réciproques entre des personnes de groupes divers qui partagent une vision commune de leur ville. Le conseil municipal s'est engagé à incorporer ses politiques de gestion de la diversité par le biais d'une coordination horizontale de tous les domaines municipaux, assurant ainsi l'intégration de l'approche interculturelle et renforçant la complémentarité et les synergies. Enfin, la stratégie interculturelle de la ville comprend une forte composante de participation et se concentre sur cinq domaines stratégiques, tels que : l'accueil et le soutien social, la participation à la vie sociale, l'avantage de la diversité et la coexistence pacifique, la participation à la prise de décision, le suivi et l'évaluation des politiques.

Arrondissement londonien de LEWISHAM, ROYAUME-UNI

Damien Egan est le maire de l'arrondissement londonien de Lewisham, l'un des endroits les plus diversifiés de l'une des villes les plus dynamiques du monde. Lewisham a une fière tradition de défense des droits des personnes migrantes, depuis l'accueil de la génération Windrush après la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la campagne pour les droits des enfants réfugiés non accompagnés.

En tant que maire de Lewisham, Egan a supervisé le travail de Lewisham pour devenir un arrondissement reconnu comme sanctuaire, protégeant les droits de toutes les personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées. Il développe également son programme d'accueil des personnes réfugiées, qui est le plus important de Londres et l'un des plus ambitieux du Royaume-Uni. Egan a également mené des efforts pour diversifier le calendrier civique multiconfessionnel de l'arrondissement, afin que les événements qui s'y déroulent reflètent mieux les communautés du district.

Lewisham a été l'un des premiers conseils à rejoindre le réseau des Cités interculturelles (ICC). Egan est ravi de pouvoir travailler avec d'autres villes au sein du comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants afin de développer un cadre pour l'intégration interculturelle. Il pense que le fait de partager une vision aussi positive avec d'autres villes britanniques et internationales et de les encourager à faire de même, notamment après le Brexit, contribuera à faire en sorte que le Royaume-Uni reste un pays européen tourné vers l'extérieur.

Profil de la ville : *Lewisham fait partie des plus membres pionniers du programme des Cités Interculturelles. L'arrondissement a participé à la deuxième phase pilote du programme, contribuant à façonner et à normaliser le modèle sur la base des pratiques, des défis et des expériences des villes. L'arrondissement a plusieurs pratiques et politiques remarquables qui ont inspiré d'autres membres des Cités interculturelles. Parmi celles-ci, le programme "Young Mayor" (Jeunes Maires) confère un réel pouvoir et des responsabilités aux jeunes, en leur permettant d'élire leur maire par vote direct chaque année. Le-la jeune maire – accompagné-e d'un cabinet de jeunes conseillers/ères - dispose d'un budget pour lancer un programme de travail, ainsi que pour contrôler le travail du maire de Lewisham et du conseil municipal.*

D'autres politiques inspirantes concernent la conception participative de l'espace public, les assemblées locales - qui rassemblent les secteurs public et privé pour créer un sentiment d'appropriation des politiques de l'arrondissement, et la stratégie contre le racisme, la xénophobie et le sectarisme.

LUBLIN, POLOGNE

Krzysztof Stanowski a été un membre actif du mouvement Solidarité, un prisonnier politique, et le cofondateur du scoutisme indépendant en Pologne (1988). Depuis 1989, il est cofondateur et dirigeant de diverses organisations non gouvernementales, dont la fondation Education for Democracy (Education pour la démocratie) et le groupe Zagranica. Formateur et éducateur expérimenté, actif en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Mongolie, il est l'auteur de nombreux programmes éducatifs et publications concernant la gestion des ONG et l'éducation civique. Coordinateur de programmes de coopération au développement et de soutien à la démocratie à long terme en Europe de l'Est, en Asie centrale et en Afrique, Stanowski est membre du comité directeur de Civitas International et du Mouvement mondial pour la démocratie, ainsi que boursier Ashoka.

En outre, il a été sous-secrétaire d'État au ministère polonais de l'éducation (2007-2010) et au ministère des affaires étrangères (2010-2011), chargé de la coopération au développement. Il a également occupé d'autres postes, notamment celui de vice-président du Conseil de la coopération polono-allemande pour la jeunesse et de président du Fonds de solidarité PL - Agence polonaise de soutien à la démocratie (2012-2017). Depuis 2013, il est co-organisateur du soutien polonais à la Révolution de la Dignité en Ukraine. Cofondateur et membre du comité des citoyens de Solidarité avec l'Ukraine, Stanowski défend l'approche interculturelle des politiques locales et participe activement à toutes les activités entreprises dans le cadre du programme Cités interculturelles. Il a été le représentant de Lublin au laboratoire politique de l'ICC pour l'intégration inclusive et au GT-ADI-INT.

Profil de la ville : *Lublin a rejoint le programme Cités Interculturelles depuis son lancement en 2008 et a contribué à le façonner comme un modèle de gestion de la diversité urbaine. Elle possède une riche histoire multiethnique et multiculturelle et est une ville engagée dans la construction d'une société ouverte et inclusive. En 2021, une nouvelle commission de dialogue civique a été créée, un organe composé de 6 ONG et de représentant-e-s de la municipalité de Lublin. Son rôle est d'influencer et de soutenir la municipalité dans la conception et la mise en œuvre de solutions pour les résident-e-s nouvellement établi-e-s, en mettant l'accent sur les personnes migrantes.*

La stratégie Lublin 2030 récemment adoptée s'appuie sur la première stratégie interculturelle de la ville en vigueur entre 2013 et 2020 et la met à jour. Elle souligne en particulier le rôle de l'intégration interculturelle et de la gestion de la diversité comme l'un des facteurs clés du développement futur de la ville.

Lublin a également un certain nombre d'expériences inspirantes liées aux politiques intersectorielles dans le domaine de l'inclusion : la politique "Lublin pour tous", qui consiste en des actions intersectorielles visant à promouvoir le sentiment d'appartenance, l'égalité et la non-discrimination ; le programme "Study in Lublin" (Etude à Lublin), qui développe des moyens uniques d'inviter et d'accueillir les étudiant-e-s étrangers/ères, visant en outre à créer des espaces d'intégration et à établir des liens et des relations solides avec la communauté locale ; le développement d'un centre pour les personnes réfugiées géré par l'État, qui fonctionne à Lublin depuis 20 ans et coordonne plusieurs services municipaux et ONG pour soutenir l'intégration des personnes réfugiées. Plus récemment, la ville a dirigé un projet de l'ICC visant à concevoir une méthodologie pour lutter contre les discours de haine au niveau local.

REGGIO EMILIA, ITALIE

Luca Colombo, fonctionnaire de la municipalité de Reggio Emilia depuis 2016, est titulaire d'un master en pédagogie et d'un master professionnel en compétence interculturelle et management. Dans un premier temps, il a travaillé pendant plus de dix ans en tant qu'éducateur et coordinateur dans des services éducatifs pour enfants, adolescent-e-s et jeunes adultes, aussi bien dans des contextes scolaires que non scolaires, notamment sur la prévention de la détresse sociale à travers une approche sociale et relationnelle.

Lorsqu'il a rejoint la municipalité, il a été désigné pour prendre en charge le système local d'accueil et d'intégration des mineurs étrangers non accompagnés, des personnes demandeuses d'asile et réfugiées. Il s'est également engagé dans la planification et le suivi d'un projet d'enseignement de la langue pour les adolescent-e-s étrangers/ères nouvellement arrivé-e-s.

Depuis 2021, il est affecté aux politiques sociales et interculturelles, principalement axées sur les projets et services visant à lutter contre la pauvreté éducative des mineurs et des jeunes adultes et à promouvoir la cohésion sociale. Il coopère avec d'autres secteurs de l'administration municipale et le centre interculturel de la ville en matière de lutte contre la discrimination raciale et de respect de la diversité. Il s'intéresse à la paix et aux droits humains et il est un militant d'Amnesty International à Reggio Emilia.

Profil de la ville : *Reggio Emilia est une ville italienne de taille moyenne, connue dans le monde entier pour sa pédagogie "approche de l'éducation de Reggio Emilia" et son système de coopération sociale. Les citoyen-ne-s non-nationaux représentent environ 17% de la population locale totale, l'un des taux les plus élevés d'Italie. Reggio Emilia a rejoint le réseau des Cités interculturelles en 2011.*

La diversité est fortement ancrée dans les valeurs communautaires et les politiques locales. La municipalité dispose d'un département dédié qui travaille en étroite collaboration avec Mondinsieme, la fondation municipale interculturelle, en coopérant avec les communautés d'origine étrangère. C'est également la première ville italienne à avoir reconnu l'"avantage de la diversité", basé sur le modèle du Conseil de l'Europe. C'est la base des politiques interculturelles réussies, promues par un seul département et transversales à tous les autres.

La "stratégie DTutti" (De tou-te-s) est le Manifeste de la ville et, en même temps, le plan d'action municipal intégré qui traite de l'éducation et de la citoyenneté, de la diversité dans l'économie, de la diaspora et des relations internationales, de la participation interculturelle. L'approche de la gestion positive de la diversité de la ville est aussi strictement liée à l'action du département pour l'égalité des chances, combinant le dialogue interculturel, la culture sur le handicap, les droits des personnes LGBTQi, le genre et la diversité culturelle. La ville approuve chaque année le document unique de planification, qui contient toutes les politiques stratégiques, les résultats attendus et les indicateurs relatifs à l'inclusion. Enfin, Reggio Emilia participe et contribue à de nombreux groupes de travail régionaux et nationaux sur l'intégration des migrants et - plus généralement - sur les politiques d'inclusion.